



SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 MAI 2017

01	Informations
02	Décisions
03	Approbation du Procès-verbal de la séance du mardi 16 mai 2017
04	Projets de délibérations

n°	DÉLIBÉRATIONS
1	Finances : Budget du service Assainissement de la Commune de l'exercice 2016 – Approbation du Compte de Gestion.
2	Urbanisme : Projet de revitalisation du centre-ville de Saint-Arnoult-en-Yvelines – approbation du dossier d'enquêtes conjointes : enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et enquête parcellaire.
3	Ressources Humaines : création d'un poste de Technicien titulaire à temps plein (Responsable du Centre Technique Municipal)
4	Services périscolaires : Actualisation du Règlement Intérieur des activités périscolaires à compter de l'année scolaire 2016/2017.
5	Finances : Groupement de commandes pour l'acquisition de "fournitures de papier pour impression et reprographie" - Autorisation donnée au Maire de signer la convention de coordination et désignation des représentants de la commune au sein de la Commission d'Appel d'Offres du Groupement.
6	Patrimoine : Bilan des acquisitions et des cessions d'immeubles et de droits réels immobiliers - Année 2016
7	Convention concernant la gestion des certificats d'économie d'énergie à conclure avec le Syndicat d'Énergie des Yvelines

05	Questions diverses
----	--------------------

En Mairie, le 24 mai 2017

Le Maire
Jean-Claude HUSSON

Hôtel de Ville

Place du Jeu de Paume . 78730 St Arnoult-en-Yvelines . Téléphone 01 30 88 25 25 . Télécopie 01 30 59 31 04

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Hôtel de Ville

Place du Jeu de Paume . 78730 St Arnoult-en-Yvelines . Téléphone 01 30 88 25 25 . Télécopie 01 30 59 31 04

Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.